

**CONTRIBUTION D'ALTERNATIVE TELECOM
AU PROJET D'EVOLUTION DE LA REGULATION POUR 2021-2023
DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DES ANALYSES DE MARCHES FIXES**

Paris, le 14 septembre 2020

Dans le cadre du projet d'évolution de la régulation pour 2021-2023 en préparation des analyses de marché fixes, que votre Autorité a mis en consultation le 7 juillet dernier, les opérateurs télécoms alternatifs, réunis au sein d'*Alternative Télécom*, souhaiteraient saluer un certain nombre d'évolutions contribuant au déploiement du marché, mais également faire part à votre Autorité de leurs plus vives préoccupations quant à certaines mesures tendant à renforcer le déséquilibre concurrentiel sur un marché dont la dynamique reste encore fragile.

▪ **UNE SEGMENTATION DES MARCHES DEVENUE OBSOLETE**

Si l'inscription dans le projet d'évolution de mise à disposition d'offres de gros d'accès activé en FttH sur le marché entreprises est à saluer au regard de la situation oligopolistique observée sur le marché entreprises, force est de constater que cette situation est bien plus prégnante sur le marché grand public qui pèse environ les deux tiers du marché de détail des télécommunications en France. Ainsi, l'obligation pour les opérateurs d'infrastructures de proposer sur le marché résidentiel des offres de gros d'accès activé en FttH sur toute la gamme des produits qu'ils commercialisent dans leurs offres de détail, sur l'ensemble du territoire, semble pleinement légitime.

En outre, de plus en plus, les différentes segmentations des marchés sur le fixe apparaissent obsolètes, et ce phénomène a pris une proportion de grande ampleur dans le cadre de la poursuite des activités économiques durant les semaines de confinement, et à présent dans le cadre du télétravail qui a pris une part significative dans le mode de fonctionnement des entreprises. Ainsi, la mobilisation des salariés pour assurer la poursuite de leurs activités grâce à tous les moyens de télécommunications, dans le cadre de solutions de télétravail, grâce aux téléconférences, aux visio-conférences, aux échanges via la téléphonie mobile ou les ordinateurs, a démontré que tous les moyens de télécommunications étaient mobilisés indistinctement, qu'il s'agisse des réseaux fixes ou mobiles, ainsi que des solutions professionnelles ou personnelles pour continuer à travailler depuis chez eux.

A cet égard, 8,4 millions de clients de téléphonie mobile situés partout sur le territoire sont servis par des opérateurs alternatifs (MVNO), qu'ils s'agissent de solutions personnelles ou professionnelles. Et à l'évidence, le dynamisme du marché de la téléphonie mobile en France démontre que l'existence d'un marché de gros pour le mobile n'a en rien fragilisé les opérateurs d'infrastructures et même bien au contraire a financé fortement les investissements dans les réseaux. Le marché est satisfait de ce pluralisme d'offres qui rencontre son public, puisque ces opérateurs télécoms alternatifs représentent plus de 11% de parts de marché.

Or, cette situation de concurrence féconde et dynamique sur tous les marchés et tout le territoire en mobile contraste avec une segmentation artificielle des marchés dans la fibre, avec la séparation des zones RIP, AMII et Très Denses et une segmentation supplémentaire entre marché résidentiel et marché professionnel.

Alors que les clients n'entendent rien à ces distinctions qui ne correspondent plus aux usages qui se développent tous les jours, et que plus de 8 millions de clients demandent à leurs opérateurs mobiles alternatifs de leur apporter également des solutions en fibre, les opérateurs alternatifs ne peuvent répondre de façon satisfaisante aux attentes de leurs clients, parce que la réglementation dans le fixe n'a pas suivi les mêmes évolutions que dans le mobile en faisant émerger des offres de gros FttH activé sur l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, les segmentations de marché en vigueur dans la téléphonie fixe semblent devenues obsolètes au regard de l'évolution du marché et des attentes du public, et pénalisantes sur le plan économique, dans la mesure où cette réglementation a des effets malthusiens sur l'évolution des offres disponibles sur le marché, pénalisant le dynamisme de ce secteur et la rapidité de déploiement de la numérisation en fibre optique des entreprises et des foyers français.

- **UNE SITUATION PENALISANTE ENTACHANT LA CAPACITE DES OPERATEURS ALTERNATIFS A S'INSERER GLOBALEMENT SUR LE MARCHE**

A l'ère de la fibre optique, l'impossibilité des opérateurs alternatifs de proposer leurs offres de détail sur la majeure partie du territoire national leur cause un préjudice considérable, bridant leur capacité à se développer sur le fixe. De plus, dans un contexte où la convergence fixe-mobile est largement encouragée par le marché et les pouvoirs publics, les opérateurs alternatifs risquent de perdre en compétitivité et de voir décroître, également sur le mobile, leurs parts de marché. Cette problématique est accentuée par la présence déjà forte des opérateurs historiques sur les marchés grand public et entreprises, commercialisant depuis plusieurs années déjà leurs offres de détail « bundlées » (par exemple Open chez Orange) aux utilisateurs finals.

Ainsi, l'absence d'offres de gros FttH activé par les opérateurs d'infrastructures sur les zones AMII et ZTD et sur environ 30 départements en zone RIP exploités par Orange ou SFR entraîne l'exclusion des opérateurs alternatifs de segments entiers de marchés. Elle les empêche notamment de proposer les offres globales, c'est-à-dire des offres complètes basse et haute qualité, fixe et mobile, sur une couverture nationale, attendues par leurs clients, amenant ces derniers à les délaisser, même sur les segments où ils pourraient répondre à leurs demandes, au profit des opérateurs historiques, seuls aptes à leur apporter à ce jour des solutions globales.

- **SUR LA NON-SUBSTITUABILITE DES MARCHES CUIVRE ET THD FIBRE**

Dans ses analyses de marché, l'Autorité délimite un seul et même marché pertinent du HD et THD indépendamment du support (que l'accès soit sur cuivre ou sur fibre). Cependant, *Alternative Télécom* ne partage pas l'analyse de substituabilité entre Cuivre et Fibre conduite par l'Autorité sur les marchés du HD et THD fibre, concluant en l'existence d'une parfaite substituabilité.

En particulier, *Alternative Télécom* regrette que l'absence d'une « *killer application* » évidente soit considérée par l'Autorité comme un élément déterminant. De fait, une « *killer application* » évidente est le niveau de débit largement supérieur que peut porter la Fibre pour permettre la numérisation des entreprises et des particuliers dont les besoins en bande passante ne cessent de croître. Comme précédemment souligné, les utilisateurs finals utilisent encore pour la plupart, en cette période d'épidémie de Covid-19, leurs propres accès internet

pour des usages professionnels en télétravail, rendant ce découpage entreprise / particuliers complètement obsolète.

Ainsi, *Alternative Télécom* appelle à la prise en compte d'éléments complémentaires – dont la qualité d'expérience et le confort d'utilisation, résultant de meilleurs débits descendants et, plus encore, de biens meilleurs débits montants et de latences – dans l'étude de la substituabilité de ces deux marchés.

De même, *Alternative Télécom* ne croit pas en la propension des utilisateurs finals à basculer d'un accès fibre à un accès cuivre. La réalité est qu'il n'y a pas de « retour en arrière » de la fibre vers le cuivre, cet état de fait démontrant à lui seul la non substituabilité Cuivre – THD Fibre. De ce fait, il lui semble nécessaire de recourir à d'autres tests de marché, dont l'observation de l'existence de « retours en arrière » Fibre vers Cuivre, pour valider ou invalider la substituabilité du côté de la demande sur les marchés Cuivre et THD Fibre.

La conséquence ultime et essentielle des constats rappelés ci-avant est qu'**il est absolument nécessaire que, par ses décisions pour l'évolution de la régulation pour 2021-2023, l'ARCEP fasse émerger des offres de gros FttH activé avec collecte nationale sur l'ensemble du territoire, qu'il s'agisse de zones RIP, de zones AMEL, de zones denses (AMII) ou très denses (ZTD).**

Cette urgence est d'autant plus prégnante que le déploiement des réseaux FttH se fait à un rythme accéléré et devrait passer d'environ 50% de prises fibre raccordables à ce jour à près de 100% courant 2023, terme du prochain cycle de régulation.

Annexe 1 : Recommandations des opérateurs alternatifs sur l'accès au THD Fibre

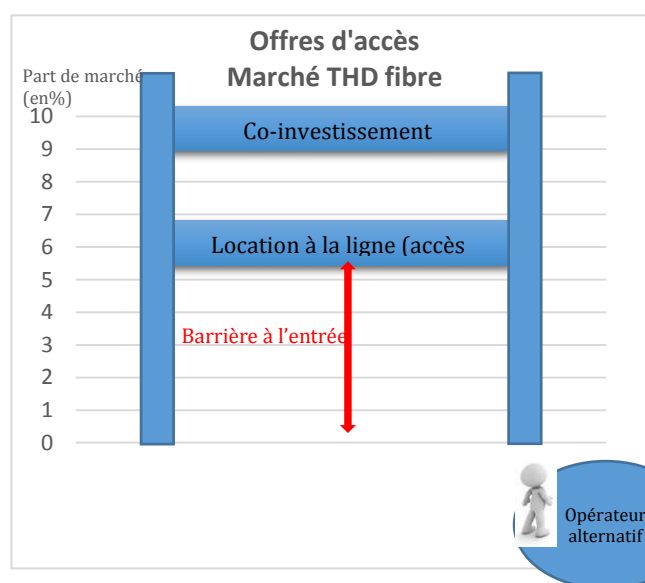
a. La nécessité de solutions d'accès de gros THD Fibre proportionnées à la taille des acteurs

Il est donc nécessaire de repenser le champ de la régulation pour l'accès des opérateurs alternatifs au marché du THD fibre. En effet, le principal frein au développement des opérateurs alternatifs est à ce jour l'impossibilité d'amortir sur une base clients suffisante l'investissement nécessaire pour se raccorder au nœud de raccordement optique (NRO) et recourir aux offres de location à la ligne ou de co-investissement.

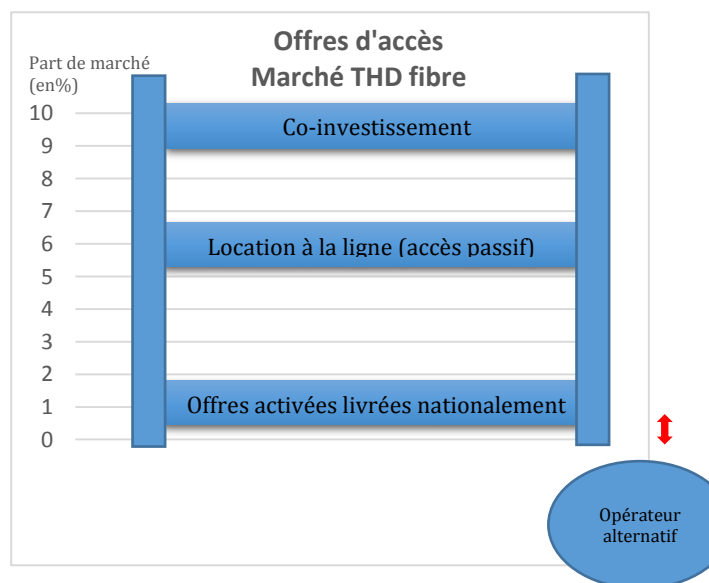
Sur le marché généraliste, les opérateurs alternatifs n'ont donc actuellement le choix qu'entre :

- Des offres activées nationales mais seulement sur 10% des prises déployées, 90% des accès ne bénéficiant pas de telles offres
- La location à la ligne (accès passif) ;
- Le co-investissement : en d'autres termes, financer une partie du déploiement de l'infrastructure.

De ce fait, Alternative Télécom appelle à **renforcer le cadre de la régulation en y intégrant la problématique des opérateurs alternatifs**. Cela conduit nécessairement à **introduire des accès des gros à la fibre optique activés avec remontée nationale**, permettant, au gré de l'augmentation de la part de marché de chaque opérateur, de toujours disposer d'une solution d'accès au client final et de supprimer la barrière à l'entrée actuelle (voir schéma).



Cadre de régulation actuel



Nouveau cadre de régulation souhaité

Un opérateur alternatif d'ambition nationale souhaitant intégrer le marché THD Fibre débutera nécessairement, en l'absence d'une forte capacité d'investissement, par une offre activée avec remontée nationale.

L'opérateur doit ensuite pouvoir souscrire à une offre de gros d'accès passif au réseau FttH, une fois ses parts de marché sécurisées. Celles-ci deviendront, à termes, un indicateur de sa capacité à cofinancer une infrastructure fibre. Le cadre de régulation actuel ne permet cependant pas cette augmentation graduée des parts de marché. A contrario, ce cadre

contient même une barrière à l'entrée manifeste en imposant un effort d'investissement trop important pour des opérateurs peu dotés en parts de marché et qui auront de facto des difficultés à intégrer le marché de masse et de s'y maintenir.

b. Une révision à la baisse des tarifs des lignes directrices de l'ARCEP de décembre 2015

L'ARCEP a publié en décembre 2015 des « lignes directrices sur la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique ».

De nombreux indicateurs convergents manifestent que les coûts de construction des infrastructures de réseaux de fibre optique ont significativement baissé depuis l'étude menée en 2015 et ayant abouti aux lignes directrices tarifaires de décembre 2015. Ces indicateurs sont les suivants :

- Attributions (ou réattributions) de RIP sur ces 4 dernières années nettement moins « gourmandes » en demandes d'aides publiques que les RIP plus anciennement attribués (par exemple pour les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes)
- Renégociations de lot complémentaires de construction de RIP attribués via des marchés de travaux à des coûts très inférieurs à ceux des premiers lots (par exemple en Bretagne et en Vendée), de l'ordre de -30%.
- Baisse des prix de détail de certains opérateurs FAI comme par exemple une baisse générale des tarifs de l'ensemble de ses offres Fibre par l'opérateur SFR de 3€ en juin 2019.
- Des prix de détails visiblement inférieurs et/ou incompatibles avec les prix de gros des lignes directrices de 2015 (Exemple n°1 : RED Fibre de SFR à 23€ TTC par mois, soit 19,16€ HT, avec Internet 1 Gbit/s, appels illimités vers les fixes et location de Box incluse. Exemple n°2 : Box Sosh Fibre d'Orange à 14,99€ TTC par mois, soit 12,49€ HT, pendant 12 mois, puis 29,99€ TTC soit 24,99€ HT avec Internet 300 Mbit/s, appels illimités vers les fixes et location de Box incluse. Exemple n°3 : BBox Fit Fibre de Bouygues Télécom à 9,99€ TTC par mois, soit 8,32€ HT, pendant 12 mois, puis 28,99€ TTC soit 24,15€ HT avec Internet 300 Mbit/s, appels illimités vers les fixes et location de Box incluse. Tous ces tarifs sont observés au 11 septembre 2020.

Comme cela est prévu dans les lignes directrices susvisées, un réexamen des coûts et donc des niveaux tarifaires de gros doit être mené rapidement. Il doit selon Alternative Télécom et au vu de certains indicateurs dont ceux cités ci-dessus **aboutir une baisse significative des tarifs de gros des offres FttH, d'au moins 20%, ces derniers se situant actuellement en activé avec raccordement final et collecte nationale à 20,20 € HT par mois, ce qui donne un tarif cible d'environ 16€ HT.**

Il est à noter qu'une telle baisse aura comme effet bénéfique de faciliter l'évolution du support cuivre vers la fibre optique et donc de favoriser le développement de nouveaux usages nécessitant le très haut débit et la croissance de l'économie.

Il va de soi qu'une telle tarification doit servir de référence aux offres de gros d'accès FttH activé avec collecte nationale sur l'ensemble du territoire y compris en zones denses et très denses où ces dernières n'existent pas encore et doivent émerger.

Un point de vigilance particulier est à porter sur les tarifications de remontée régionale et nationale. Certaines tarifications sont forfaitaires, d'autres variables selon le débit moyen par utilisateur. Compte tenu de la croissance des usages de plus en plus consommateurs de débit (services TV non linéaires tels le Replay, streaming, 4K, jeux vidéo, etc...) qu'Alternative Télécom évalue à 20% par an, les tarifs variables doivent être révisés régulièrement au risque de devenir prohibitifs et excessifs au regard des lignes directrices de l'ARCEP et du marché de détail. Pour plus de simplicité et une meilleure visibilité à moyen terme notre recommandation est que des tarifs forfaitaires et non variables sur la composante de remontée nationale soient généralisés.